

Introduction

Sami BARGAOU^{*}
Hassan REMAOUN^{**}

Ce volume participe d'un mouvement historiographique qui touche le Maghreb depuis une dizaine d'année environ. Dans les universités algériennes, marocaines et tunisiennes, les rencontres, les séminaires et les publications se multiplient; leur objet est de porter un regard critique sur la manière dont leur histoire a été écrite. Parfois limitées aux chercheurs d'un seul groupe de recherche ou d'un pays, d'autres fois associant des contributions maghrébines ou européennes, ces initiatives témoignent d'une forme de maturation et d'un moment historique du métier d'historien dans ces pays. Quelles que soient ses audaces et ses limites, ce mouvement pointe une insatisfaction historiographique qui n'est pas celle d'un chercheur solitaire, mais partagée par grand nombre d'historiens. L'histoire, telle qu'elle s'est écrite et telle qu'elle s'écrit, ne répond pas - ou ne répond plus - aux questions maintenant posées par les historiens et leurs sociétés.

Il y a à cela sans doute plusieurs raisons. Quarante ou cinquante ans après la fondation des premières universités maghrébines, le nombre des historiens maghrébins est maintenant suffisamment important pour permettre un échange, au moins dans l'espace national, entre les questions des uns et des autres. En dépit des difficultés de la recherche historique dans ces pays, notamment à intégrer les savoirs accumulés et les débats internationaux, la masse des recherches sur leur propre histoire, pourtant très inégalement répartie selon les périodes et les espaces, arrive à un point critique, où les postures adoptées et les questions posées s'épuisent. La création, concomitante en Tunisie et au Maroc par exemple, d'unités et de laboratoires de recherches, a un rôle extrêmement positif dans ce sens où elle a aidé à mettre en place les premiers jalons d'un espace d'échange commun entre chercheurs, c'est à dire à créer des espaces nationaux de recherche, mission que les revues n'ont pu remplir jusqu'ici que très relativement. C'est d'ailleurs dans ces cadres, de laboratoires et unités de recherches autour de questions ponctuelles communes, que se rencontrent de plus en plus les chercheurs maghrébins.

Mais les sociétés et les chercheurs maghrébins sont aussi partie prenante d'un contexte plus général. A l'heure de la globalisation, les paradigmes qui jusqu'ici ont guidés les historiens, les sociologues et autres chercheurs en

* Diraset - Faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de La Manouba

** Faculté des Sciences Sociales de l'Université d'Oran -
Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (Oran)

sciences sociales sont remis en question. Les certitudes dans ce domaine sont de plus en plus bousculées : les courants critiques des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix du siècle dernier ont beaucoup aidé à cette remise en cause. Notre interrogation sur les savoirs historiques et les manières dont ils sont construits et utilisés, est donc liée à ce mouvement général et aux grands tournants qui ont marqué les historiographies dans le monde. Nous cherchons, à notre échelle, à contribuer à ce débat en apportant des éléments d'illustration et de compréhension à partir d'un ensemble de cas circonscrit par le Maghreb.

Cette réflexion est également fondée sur une conviction : il est possible de mieux comprendre les sociétés maghrébines en nous penchant sur la manière dont leur histoire a été écrite et continue de l'être, y compris par nous-mêmes. Ainsi, nous interroger sur les savoirs historiques et sur le rapport que les acteurs sociaux peuvent entretenir avec eux peut nous aider à mieux saisir des phénomènes de sociétés. Qui, à première vue, ne semblent pas en relever. Comme tout autre savoir, l'histoire ne peut être traitée comme un champ à part ; que ce soit pour sa production et sa reproduction ou pour son usage. Elle est partie prenante de la configuration sociale, politique et culturelle à laquelle elle appartient. C'est dans ce sens que cette réflexion permet une meilleure intelligibilité du fonctionnement des ensembles maghrébins et de leurs dynamiques de changement. En effet, de tous temps, les sociétés maghrébines ont été en mouvement et, partant, engagés dans un vaste processus de recomposition. La production historiographique a accompagné un tel processus et donc elle peut en rendre compte.

Le savoir historique renvoie à des représentations collectives du passé et à des projets et attentes collectives. Ce rapport entre l'histoire et la sphère publique explique pourquoi la pratique historique est l'un des lieux privilégiés où s'élaborent les légitimités politiques (étatique, réformiste, nationale, religieuse, etc.). Le besoin de reconstruire l'histoire est un phénomène récurrent chez les acteurs politiques au Maghreb. Une telle récurrence mérite d'être interrogée et analysée pour comprendre le statut de l'histoire dans la société et le rapport identitaire qu'établissent les acteurs avec ce savoir.

Une lecture historiographique est sans doute, par définition, fondée sur la diachronie et la comparaison, même de façon implicite. Mais nous avons tenu à renforcer cette posture, en impliquant des chercheurs appartenant à des spécialités et à des traditions académiques différentes, en donnant une profondeur historique à notre enquête, avec pour objectif de fixer les moments privilégiés de la construction du savoir historique au Maghreb et de saisir également la part du constant et du variable dans une telle construction.

Nous n'avons pas non plus choisi d'établir des bilans historiographiques globaux sur l'état des historiographies maghrébines actuelles. Pour nous, peu importe le biais par lequel la problématique de la pratique historique est abordée. Plus important était d'ouvrir le débat, et finalement, plus profitable de l'engager sur des questions ponctuelles. Chaque chercheur pouvait aborder les choses par ce qu'il connaissait le mieux, là où il était susceptible d'apporter un regard neuf et autorisé.

Et un regard rétrospectif sur un thème circonscrit conduit nécessairement à une réflexion d'ensemble autour de la construction et des usages des savoirs historiques au Maghreb. Les multiples entrées qui le diviseraient seraient autant d'attentions ciblées sur des domaines précis dont le balisage historiographique constituerait en soi le terrain de réflexion commun.

Dans ce retour sur soi, et ce volume en témoigne pleinement, c'est l'histoire nationaliste qui est la première victime. Une partie de nos textes s'attaque directement à la manière dont a été écrite et continue de s'écrire l'histoire du «mouvement national». Ce n'est certes pas une posture totalement nouvelle. Mohamed Harbi en Algérie, l'histoire syndicale en Tunisie, pour citer des exemples évidents, se sont toujours démarqués d'une écriture de l'histoire plus «officielle» qu'universitaire. Mais ce sont ici les arrière-plans idéologiques et institutionnels de cette légitimation de l'Etat-nation qui sont ici disséqués, analysés et déconstruits. D'autres, et c'est un mouvement plus récent, remettent en cause la posture universitaire dans l'écriture historique pour des périodes ou des textes qui se situent aussi bien avant que pendant ou après la colonisation. En lisant autrement Ibn Khaldûn ou les textes du XVII^e siècle, c'est à une vision qui les a mobilisés pour fonder une histoire nationale que l'on s'en prend.

Dans ce mouvement, le grand gagnant est bien l'histoire, dans la mesure où on la rétablit dans ses droits : celui pour tout texte, tout discours, tout événement d'être le produit de son temps, de son contexte de production, des questions que se sont posés les gens du moment. Pour relatives et pour balbutiantes que soient ces tentatives, elles n'en sont pas moins nécessaires à ce qui doit être au fondement du métier d'historien : l'extrême attention aux moments historiques et aux processus de leurs transformations. Jamais sans doute, dans l'histoire du Maghreb, et au-delà, pensons-nous, ce besoin n'a été aussi fort. Jamais l'essentialisation des identités et les anachronismes n'ont été aussi intenses et aussi présents dans nos relations avec les pays et les mondes qui nous entourent. Que l'on adopte pour notre part une attitude critique envers notre propre mémoire ne peut que nous aider à mieux percevoir nos propres limites et celles des autres.

Les limites des regards des autres, nous avons essayé de les explorer ici. Connaître les limites ne veut pas dire ramener un discours uniquement à des motivations de pouvoir et d'exploitation. C'est justement de cette manière que les discours de l'époque coloniale ont été lus dans une optique strictement nationaliste. Connaître les limites veut dire bien connaître le lieu, pour reprendre De Certeau, d'où ce discours est produit, qui l'a produit et dans quelles circonstances aussi bien institutionnelles qu'épistémologiques, politiques et culturelles il a pu être émis. Cela implique également de chercher à savoir à qui il a pu s'adresser, comment il a été reçu et quels usages ou quelles lectures, on a pu en faire. Ce qui exige de mieux connaître la société qui l'a produit, de comprendre ses complexités, les questions qu'elle-même se pose et la manière dont le Maghreb est intégré dans ses débats. Nous devons surtout ne pas oublier que le discours sur le Maghreb (et sur l'Orient en général), comme sa

remise en question depuis longtemps amorcée en Europe et aux Etats Unis, est un discours fondamentalement à usage interne, qui participe du regard sur soi de ces sociétés.

Cette complexification de la lecture de notre historiographie est le deuxième gain que l'histoire récolte de notre expérience. Et nous avons tenté de le faire aussi pour la lecture de notre propre discours sur nous-mêmes. Nous n'y avons pas réussi tous, ni pleinement, certes. Il nous faut encore beaucoup d'efforts pour rechercher autre chose que la seule inféodation des historiens à leurs intérêts matériels, à la sauvegarde de leurs faveurs dans la cour, à leurs statuts sociaux et surtout renoncer à croire que les sens premiers (laudatifs, d'allégeance à des personnes et des groupes sociaux) façonnent leur écriture de l'histoire. Nous avons tenté de chercher une cohérence dans l'ensemble de leurs oeuvres, de les lier à des formes culturelles en continuelle rénovation, à des logiques sociales et politiques qui ne transparaissent guère par une lecture littérale. En bref, de chercher des logiques liées à des moments historiques, à des questions et des débats du moment, exprimés dans les outils du moment et adressés à des récepteurs du moment.

Nous avons découvert dans ce retour sur nos prédécesseurs, et c'est là un autre bénéfice, qu'une telle lecture brouille les partages entre histoire culturelle, histoire sociale ou histoire politique. Si de tels partages ont un sens institutionnellement parlant, ils n'en ont aucun dès qu'il s'agit de faire de la recherche. Après tout, nous travaillons sur des sociétés humaines, et tout ce qui relève du social, relève aussi de la culture. C'est encore plus évident lorsqu'il s'agit d'un travail sur des productions intellectuelles.

Ce que nous avons donc gagné dans une telle aventure, c'est de revoir notre propre manière d'écrire et de considérer le fonctionnement de nos propres sociétés et des sociétés humaines en général. Le regard que nous poserons sur une chronique ou un discours de leader politique sera désormais autre. Et nous ferons attention, plus que jamais, aux mots que nous utilisons, aux idées qui nous guident. Ce gain de réflexivité, si modeste soit-il, est inestimable.